

ÉGYPTE

La famille du président déchu va poursuivre le chef de l'armée

La famille du président égyptien renversé a annoncé hier des poursuites devant les juridictions nationales et internationales contre le chef de l'armée, le général Abdel Fattah al-Sissi, l'accusant d'avoir «enlevé» Mohamed Morsi, qui n'est plus apparu depuis sa destitution le 3 juillet.

Les autorités de transition poursuivaient leur programme, avec l'ouverture au public de propositions d'amendements pour réviser la Constitution, à la veille d'un discours du président intérimaire Adly Mansour pour l'anniversaire du coup d'Etat des Officiers libres en 1952, qui a institué la République.

De leur côté, les membres des Frères musulmans, mouvement de M. Morsi, siégeant au Conseil consultatif, qui assumait la totalité du pouvoir législatif jusqu'à sa dissolution par les nouvelles autorités, se sont réunis dans leur bastion de la mosquée Rabaa al-Adawiya à Madinet Nasr, dans le nord-est du Caire.

«Nous sommes en train d'engager des procédures légales localement et internationalement contre Abdel Fattah al-Sissi, chef du coup d'Etat militaire sanglant, et son groupe putschiste», a déclaré la fille du président déchu, Chaïmaa Morsi, lors d'une conférence de presse.

«Nous tenons le chef du coup d'Etat et son groupe pour pleinement responsables de la santé et de l'intégrité du président Morsi», a-t-elle ajouté.

«Aucun d'entre nous n'a eu aucun contact avec notre père depuis l'après-midi du coup d'Etat le 3 juillet», a précisé un fils du chef de l'Etat déchu, Oussama Morsi. Plusieurs pays, dont les Etats-Unis et l'Allemagne, ont exigé la libération de M. Morsi, détenu au secret par l'armée depuis sa destitution le 3 juillet à la suite d'une mobilisation massive pour son départ. Les nouvelles autorités ont repoussé ces

demandes, mais affirmé le 10 juillet qu'il était «en lieu sûr» et «traité dignement».

M. Morsi a en outre été interrogé le 14 juillet par la justice sur les circonstances de son évasion de prison en 2011 pendant la révolution, selon des sources judiciaires.

Les partisans du président déposé poursuivaient leurs manifestations pour réclamer son rétablissement au pouvoir. Plusieurs centaines d'entre eux ont manifesté devant le siège du parquet au Caire, où ils ont affiché aux portes des photos de M. Morsi, scandant «Sissi meurtrier !».

«Je crois en la cause de Morsi et que nous le rétablirons en mettant davantage de pression dans la rue», a déclaré à l'AFP un manifestant, Mohamed Awad, venu de Minya, dans le centre du pays, à environ 250 km au sud de la capitale.

Plusieurs centaines d'autres étaient rassemblés à proximité du ministère de la Défense, en hommage à trois manifestantes pro-Morsi, tuées vendredi à Mansoura (nord), portant des photos de M. Morsi et des banderoles sur lesquelles était écrit «A bas le régime militaire». Dans le Sinaï, limitrophe d'Israël et de la bande de Gaza, cinq policiers ont été blessés dans une attaque à Rafah, ville frontalière entre l'Égypte et le territoire palestinien, selon des sources médicales et de sécurité.

Outre la mise au secret de M. Morsi, la communauté internationale s'inquiète des manifestations massives — parfois ensanglantées par des heurts qui ont fait quelque 150 morts — des arresta-



Photo : DR

tions de nombreux dirigeants des Frères musulmans et des incertitudes du calendrier politique.

La commission d'experts désignée pour réviser la Constitution et le nouveau gouvernement se sont

réunis pour la première fois dimanche. La Constitution a été suspendue par la «déclaration constitutionnelle» publiée le 9 juillet par le chef de l'Etat par intérim fixant le cadre de la transition

politique et des échéances électorales. Le gouvernement provisoire dirigé par Hazem Beblawi a appelé dimanche «tous les partis politiques à exprimer leurs opinions de manière pacifique».

IRAK

500 évadés après l'attaque de deux prisons près de Bagdad

Au moins 500 prisonniers se sont évadés de deux prisons proches de Bagdad après des attaques coordonnées contre elles ayant fait plus de 40 morts dans la nuit de dimanche à lundi, selon des membres du Parlement et la police.

Hakim al-Zamili, un membre de la commission de la Sécurité et de la Défense au Parlement, a déclaré à l'AFP que près de 500 prisonniers «terroristes» s'étaient évadés de la prison d'Abou Ghraib, à l'ouest de Bagdad.

Chouan Taha, un député kurde membre de cette même commission, a estimé pour sa part, sur le site internet du parti kurde PUK, qu'«entre 500 et 1 000 détenus» s'étaient évadés des prisons de Taji et d'Abou Ghraib.

Les attaques coordonnées contre les prisons de Taji, au nord de Bagdad, et celle d'Abou Ghraib, prison rendue tristement célèbre par les sévices commis par les Américains à l'encontre de détenus irakiens en 2004, ont duré près de 10 heures, selon la police.

Aucun bilan n'a été donné concer-

nant le nombre d'assaillants tués ou capturés, mais deux hôpitaux de la ville ont affirmé avoir reçu les corps de 10 assaillants.

Vingt-et-un prisonniers sont morts et 25 ont été blessés dans des «émeutes» qui ont suivi l'attaque des prisons, a déclaré à l'AFP le porte-parole du ministère de la Justice Wassam al-Fraji.

Sept détenus ont réussi à s'enfuir d'Abou Ghraib avant d'être repris, avait également déclaré dans la matinée un colonel de police.

Les attaques ont débuté vers 21h30, alors qu'il faisait nuit, par des tirs de mortiers dirigés sur les prisons. Des voitures et des engins piégés ont ensuite explosé près des entrées des prisons, tandis que trois kamikazes portant des ceintures d'explosifs se jetaient sur une entrée de la prison de Taji, selon le colonel.

Les accrochages ont alors duré toute la nuit, avec l'intervention d'hélicoptères de l'armée, tandis que des renforts militaires bouclaient les alentours des deux prisons.

Selon la police et des médecins de deux hôpitaux, au moins neuf membres des forces de sécurité, dont des policiers, soldats et gardiens de

prison, ont été tués à Taji, et 11 à Abou Ghraib.

Hier matin, la situation dans les prisons était sous contrôle, selon le colonel. A l'aube, le ministère de l'Intérieur avait indiqué que les forces de sécurité étaient parvenues à repousser les attaques, accusant des «terroristes». Des commentaires sur Twitter, incluant apparemment des contributions de djihadistes, affirment que des milliers de prisonniers se sont échappés.

De nombreux contributeurs se sont livrés à des affirmations similaires sur un forum djihadiste baptisé «Honein».

Des habitants de Falloujah, à l'ouest de Bagdad, ont affirmé à l'AFP que des proches s'étaient évadés et tentaient de se mettre à l'abri.

Le principal groupe de la branche irakienne d'Al-Qaïda a appelé par le passé à «libérer des prisonniers musulmans partout où ils se trouvent et à pourchasser les juges, les procureurs et leurs gardes du corps, pour les éliminer».

Les prisons irakiennes font constamment l'objet de tentatives d'évasion, de mutineries et d'autres troubles.

MALI

Début de la distribution des cartes d'électeur à Tessalit pour la présidentielle

La distribution de cartes d'électeur pour le premier tour de la présidentielle du 28 juillet au Mali a commencé hier «dans le calme» à Tessalit (nord-est), ville où des agents électoraux et un élu avaient été brièvement enlevés samedi par des hommes armés, a annoncé hier un de ces agents.

«Aujourd'hui, c'est calme à Tessalit et la distribution des cartes d'électeur a commencé», a déclaré Ismaël Ag Mohamed, l'un des agents électoraux enlevés, ajoutant qu'il y avait 5 200 cartes à distribuer.

Si la situation reste calme d'ici dimanche, «on pourra faire l'élection ici», a-t-il dit à l'agence AFP.

Samedi, des ravisseurs avaient brièvement enlevé cinq agents électoraux et un élu local qui se trouvaient «à la mairie de Tessalit pour organiser la distribution des cartes d'électeurs».

Par ailleurs, la situation était également calme à Kidal (nord), où des violences avaient eu lieu jeudi et vendredi entre des éléments du mouvement touareg et des habitants, selon les médias.

Dimanche soir, le président malien par intérim, Dioncounda Traoré,

a reçu à Bamako une délégation du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad, rébellion touareg) et du Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA, composé de notables touareg) pour parler de «paix» et de «réconciliation».

Cette rencontre devait être suivie hier à Bamako d'une réunion de «suivi-évaluation» de l'accord de Ouagadougou, signé le 18 juin entre la rébellion touareg et Bamako.

L'opération de distribution de cartes d'électeurs pour le premier tour de la présidentielle du 28 juillet au Mali a été lancée récemment et débuté à Bamako.

AFGHANISTAN

Le président Karzaï pose des conditions avant de se rendre au Pakistan

Le président afghan Hamid Karzaï a posé une série de conditions préalables avant de se rendre au Pakistan, a annoncé hier la présidence afghane.

M. Karzaï «a accepté le principe de l'invitation», qui lui a été faite dimanche par le numéro 1 de la diplomatie pakistanaise, Sartaj Aziz, a indiqué la présidence dans un communiqué.

Mais le président Karzaï n'effectuera ce déplacement que lorsqu'un travail préparatoire aura été achevé et à condition que la «lutte contre le terrorisme» et «le processus de paix» en Afghanistan soient les sujets prioritaires de discussions avec le Premier ministre pakistanais Nawaz Sharif.

Sartaj Aziz avait déclaré que sa visite dans la capitale afghane était porteuse «d'un message d'amitié et de bonne volonté pour l'Afghanistan».

Mais le ministre afghan des Affaires étrangères Zalmay Rassoul avait répondu avec moins d'enthousiasme, soulignant que les efforts pour renforcer la coopération entre les deux pays dans la «lutte contre le terrorisme» ou les négociations de paix «n'avaient pas été couronnés de succès» jusqu'à présent.

Le Pakistan est un acteur crucial dans les négociations visant à mettre un terme au conflit qui oppose depuis près de 12 ans les insurgés talibans au gouvernement afghan et une coalition internationale menée par les Etats-Unis.

Mais Kaboul accuse le Pakistan de soutenir les insurgés afin de reprendre la main sur le pays, ce qu'Islamabad dément.